

Défendre la stratification de la ville (Fig.1)

Leila el-Wakil,
Bratislava 25 mars 2022

Ville verte versus ville noire (ou grise)

C'est un grand plaisir de prendre la parole dans le contexte de cette conférence organisée par Alena Kubova autour de la question du développement urbain du 3^e millénaire et de réfléchir ensemble sur des possibilités d'avenir à donner en réponse.

Le journaliste et écrivain français, Alphonse Allais, disait à la fin du XIX^e siècle : « Il faudrait construire les villes à la campagne, l'air y est plus sain » ! Réconcilier les extrêmes était déjà dans l'esprit des Lumières et lorsque Claude-Nicolas Ledoux (Fig. 2) dessine la ville idéale des Salines de Chaux (Doubs, France) que propose-t-il d'autre qu'une ville industrielle nouvelle, ouverte, sans fortifications, entourées d'une couronne de jardins où les ouvriers pourront s'adonner aux joies (et la nécessité) de cultiver la terre. Cette ville, qui n'est pas très grande vient prendre place en pleine nature et seule la moitié de sa circonférence a été réalisée. Désaffectée de sa fonction originale de « saline » la ville abrite aujourd'hui un centre d'études sur la ville idéale et un lieu d'exposition des utopies urbaines.

L'industrialisation et ses répercussions néfastes sur les villes de plus en plus populeuses (Fig. 3) en termes de pollution produit le topo de la *ville noire*. Noirceur des fumées d'usines qui retombent sur les villes, noirceur de l'exploitation et de la traite humaine stigmatisée dans les romans d'Emile Zola comme *Germinal* ou *l'Assommoir*. Les théories hygiénistes (Fig. 4) de la seconde moitié du XIX^e siècle plaident pour le désencombrement du tissu urbain, pour la pénétration de l'air et du soleil à l'intérieur de la ville dense, encombrée. Le copieux traité d'Ildefons Cerdà, l'inventeur de la nouvelle Barcelone, sa *Théorie générale de l'urbanisation* restée trop longtemps inaccessible, résume en exergue de sa pensée fondamentale dans le *motto* « Ruralisez l'urbain ; urbanisez le rural ; ... ». (Fig. 5) Son plan d'extension de Barcelone met en pratique cette volonté d'aérer les nouveaux quartiers en laissant d'amples espaces aux arbres le long des artères et sur les spacieux carrefours à pans coupés, bien davantage que ne le feront les coupes chirurgicales du baron Haussmann (Fig. 6) à travers le vieux Paris qui pourtant font la part belle à de larges avenues bordées d'arbres comme celles qui convergent vers l'Arc de Triomphe sur la place de l'Etoile. Or Barcelone qui peut nous sembler une ville verte, par exemple aussi lorsque l'on considère la coulée verte des ramblas (Fig. 7) ambitionne plus de verdure encore pour 2050 avec des panneaux solaires sur les toits végétalisés !

La cité-jardin d'Ebezener Howard (Fig. 8) et toutes les autres cités jardins allaient être l'antithèse de cette ville noire des émanations de charbon dans laquelle se répandaient phthisie et autres miasmes. L'habitant allait même pouvoir y cultiver son jardin pour exercer une activité salutaire après sa journée de travail et se nourrir sainement en arrondissant ses fins de mois, toutes choses auxquelles beaucoup d'êtres humains aspirent de nos jours. Aux États-Unis, Frank Lloyd Wright, critiquant les

conséquences sanitaires néfastes de la grande ville américaine dense, compacte, propose un modèle différent de la cité-jardin : la ville diffuse (*Broadacre City*, 1934), ville-paysage étalée dans l'espace, basée sur la voiture individuelle et la maison unifamiliale en série, où l'urbanisation, dissoute dans la nature, doit offrir aux habitants un environnement plus sain, chacun disposant d'un petit jardin.

Aujourd'hui, alors que nos villes (Fig. 9) ne sont sauf exception plus noires des retombées du charbon et des suies, mais polluées de façon moins visible et plus pernicieuse par le dioxyde d'azote (NO₂), l'ozone (O₃) ou les poussières fines (PM10) dus au trafic automobile, aux moyens de chauffage et aux carburants fossiles, on nous rebat les oreilles avec le slogan d'une nouvelle ville verte de nature à combattre le réchauffement climatique et à atteindre à très court terme l'objectif de zéro émission de carbone.

Mais comment réussir ce « verdissement » devenu obsessionnel ? (Fig. 10) La ville verte ou ville durable doit-elle vraiment s'imposer comme beaucoup de technocrates et de politiciens le pensent en balayant la ville existante ? Les nouveaux bâtiments « verts » obéissant aux nouvelles normes de zéro émission de carbone doivent-ils occasionner, comme on nous le fait croire, la disparition des anciennes constructions ? N'y a-t-il pas une plus habile manière de négocier le changement tout en protégeant la ville ancienne et sans renverser brutalement notre passé au profit de nouveaux diktats ? Faut-il penser en termes de « *tabula rasa* » (Fig. 11) ou de « *tabula scripta* » ?

Constat : quel horizon d'attente pour la ville ?

Les mutations auxquelles nous sommes confrontés maintenant sont d'une toute autre nature que celles qui se sont opérées à la fin du XIX^e siècle, au moment de la transition entre la ville industrielle et la cité-jardin ou la ville verte. De nouveaux facteurs de bouleversement, comme le changement climatique déjà évoqué ou l'explosion démographique liée aux migrations notamment, sont à prendre en considération. Ce que l'on relève généralement moins, c'est l'impact du facteur économique sur le changement des villes. Le bâtiment étant devenu source de placement et de revenu depuis l'apparition du système des intérêts bancaires négatifs, l'emballlement immobilier dans la plupart des pays dits développés résulte de l'avidité d'investisseurs aux appétits parfois insatiables.

Reconstruire la ville sur la ville, (Fig. 12) selon le slogan consacré, pour éviter le mitage du paysage est le mot d'ordre actuel dans nombre de pays occidentaux et dans le monde. Cette pratique, initiée par les urbanistes pour de bonnes raisons, celle d'éviter le gaspillage du territoire et les interminables transports en voiture, a comme effet pervers de favoriser la spéculation foncière alors que le prix des terrains n'est plus bloqué depuis la mondialisation économique, mais au contraire titrisé. Et ceci particulièrement si, grâce à des lois permissives, les projets de remplacement prennent des formes urbaines plus denses. Voilà qui conduit fatallement à l'effacement des strates historiques qui constituaient une agglomération.

Cette densification des villes (Fig. 13) ou « intensification » (comme on l'appelle aussi) ou « métropolisation » qui s'opère un peu partout en Europe et dans le monde est pourtant une pratique

questionnable à plusieurs titres et contre laquelle les habitants s'insurgent, voyant se métamorphoser ou disparaître à grande vitesse le cadre de vie auquel ils sont habitués et attachés. (Fig. 14) Le rythme de ces opérations contemporaines, en ne respectant pas le temps long de la transformation des villes, déstabilise et insécurise les citadins qui endurent de surcroît les nuisances de grands chantiers tant que durent les travaux.

L'entassement actuel du bâti conduit à une péjoration de la qualité de vie des habitants et particulièrement en corrélation avec l'épisode douloureux de la récente épidémie de COVID 19 (Fig. 15). L'enfermement occasionné et l'obligation de travail à distance ont montré les difficultés et la probable impasse que constitue la ville dense, les citadins préférant, s'ils en ont le choix, s'exiler provisoirement ou définitivement en campagne ou dans des villes de peu d'importance pour avoir la possibilité de sortir de leurs quatre murs et de bénéficier d'un jardin.

Ce n'est rien de très nouveau si l'on y pense puisque la ville était autrefois délaissée par ceux qui en avaient les moyens lors des grandes épidémies de peste ou de choléra. La fortune d'Andrea Palladio s'est bâtie sur le culte d'Hygie ! Les belles villas du Veneto, en plus d'être à la tête d'un domaine agricole, servaient de refuge bienvenu en temps d'épidémie. Les nobles vénitiens et vicentins quittaient la ville et ses encombrem ents pour trouver paix et sécurité dans leurs maisons de campagne.

L'ère moderne : apologie de la *tabula rasa*

L'avènement du Mouvement moderne et sa confiance démesurée en la modernité s'est justifiée par une confiance extrême dans le progrès technologique. Célébrer l'avènement d'un monde nouveau, avec de nouveaux besoins et de nouvelles technologies, entraîne de nouvelles formes en rupture délibérée avec le passé. La pratique de la table renversée prônée par les Modernes suscite beaucoup de réactions durant les Trente Glorieuses. On stigmatise les « taudis » sans état d'âme. La métamorphose engendre résistance et critique comme le relaient la presse et la filmographie (Fig. 16). Les films du cinéma français se font l'écho de l'effet rouleau compresseur de la modernité. Dans *Rue des Prairies* (1959) où Gabin travaille sur un chantier de Sarcelles, dans *Le Chat* (1970) enfin où se tient le tête-à-tête infernal avec Simone Signoret dans le quartier de Courbevoie où les tours de la Défense phagocytent les pavillons de banlieue ou dans *Mélodie en sous-sol* (1963) où le même Gabin sortant de prison recherche sa maison en zone verte dans un quartier devenu méconnaissable au cœur de Sarcelles toujours. Gabin dit : « Ils n'ont tout de même pas rasé ma cabane. Ginette m'aurait écrit. Eh beh ! Dire que j'avais acheté ça pour les arbres et les jardins ! C'est devenu New York la zone verte ! »

L'émotion est vive et c'est sur ces débris que s'échafaude l'idée-même de protection des villes. La réaction sera un affermissement des mesures de sauvegarde du patrimoine qui culmine en 1975 (Fig. 17), l'année qui marque la fin de l'époque des Trente Glorieuses, par la *Déclaration d'Amsterdam* ou *Charte sur la conservation urbaine* sous l'égide d'*Europa Nostra* (*European Architectural Heritage Year*, [Eine Zukunft für unsere Vergangenheit - 298-17-79114-1-10-](#)

[20170927.pdf](#) consulté le 19 mars 2022). L'Année européenne du Patrimoine (1975), qui a pour devise *Un avenir pour notre passé*, est l'occasion d'effectuer des bilans dans tous les pays européens. Mais je n'entends pas refaire ici l'histoire de la patrimonialisation et de son lien étroit avec l'iconoclasme, ce qui semble obéir à un éternel mouvement de balancier.

La dispute des Anciens et des Modernes se solde en Suisse dans les années 1960–1980 par une hécatombe de démolitions du patrimoine historiciste pour de multiples raisons : boom économique, américanisation du monde, aveuglement devant la modernité et ce, malgré les études des historiens. A Zürich (Fig. 18) la bataille fait rage et de splendides demeures situées en bordure du lac ou ailleurs dans la ville tombent sous la pioche des démolisseurs. Fondateur de l'Institut d'histoire et de théorie de l'Ecole Polytechnique Fédérale (ETH), le professeur Adolf Max Vogt signe l'arrêt de mort du palais Henneberg, une magnifique réalisation néo-Renaissance d'Emil Schmid-Kerez (1896–1900), remplacée par un immeuble de bureaux pour IBM de Jacques Schader, qui vient bousculer le tissu urbain cohérent jusque-là.

Au-dessous de la même planche vous voyez deux intrusions en tissu ancien. Corollairement à l'exemple controversé de la Torre Littoria, premier gratte-ciel d'Italie (1933-1940) construit par l'architecte Armando di Melis et l'ingénieur Giovanni Bernocco, à l'angle de la Piazza Castello et de la via Giambattista Viotti à Turin, l'architecte genevois Jean-Marc Jospéh Saugey planifie en 1930 la Tour de Rive dans un quartier bourgeois homogène du XIX^e siècle à Genève. En rompant avec les gabarits existants et en introduisant un objet architectural insolite, non sans que beaucoup de réactions se soient fait sentir dans un cas comme dans l'autre, ces *ovni* sont comme un pied de nez au contexte existant et leur patrimonialisation rend tout retour à un état *ante* impossible. Cette patrimonialisation conforte par ailleurs les spécialistes et le grand public dans l'idée que les intrusions contemporaines en milieu ancien sont une bonne chose !

Comme on le constate partout les épigones du Mouvement moderne ne se souciaient pas prioritairement d'intégration et leur attitude toute puissante a mis à mal beaucoup de centres ou de quartiers anciens. Pourtant on assiste à une *laudatio* quasi-unanime du patrimoine moderne et contemporain, soutenue par Docomomo, association créée en 1988 par les Néerlandais Hubert Jan Henket et Wessel de Jonge, qui a fini par supplanter les associations de défense du patrimoine ancien.

L'heure de la réparation : recoudre le tissu urbain

Toutes les villes dont nous avons hérité sont constituées de strates historiques successives qui ont été plus ou moins conservées selon les circonstances naturelles (cataclysmes de différente nature) ou conjoncturelles (guerres, incendies, vandalisme, révoltes, etc.). Après des siècles d'attention limitée et utilitaire à l'héritage des périodes anciennes, marqués par des vagues de vandalisme, la conscience historique et la naissance de la notion de monument au XIX^e siècle nous ont rendus attentifs à l'importance des témoins matériels de l'histoire. Cet intérêt n'a cessé de se développer et des organismes urbains entiers ont été perçus comme des objets dignes d'intérêt et à préserver.

Dans le cadre de la *Journée mondiale des villes 2020* de l'UNESCO (Fig. 20), on rend attentif à la souhaitable conservation des villes patrimoniales : « Dans ce contexte, le programme des villes du patrimoine mondial vise à placer le patrimoine urbain au centre du développement durable, en examinant les moyens d'améliorer le bien-être et la qualité de vie dans les villes (historiques) en protégeant les valeurs et l'identité du patrimoine urbain ainsi que les pratiques, les connaissances et les compétences traditionnelles, les techniques de construction utilisant des matériaux de construction locaux, les solutions d'adaptation au climat, les utilisations de l'espace, les activités productives, et bien d'autres, et en les intégrant dans les stratégies de développement urbain durable. » On pourrait généraliser ce propos à l'entier des villes existant.

Aujourd’hui, à l’heure où il n’est même plus question du déclin ou du crépuscule des villes E. Gutkind, *Le crépuscule des villes*, Paris, Stock, 1966) mais d’un effondrement de civilisation, où et comment chercher des éléments de réponse pour continuer la route ou redonner un caractère vivable à la ville contemporaine ? La politique de la *tabula rasa*, qui continue de se pratiquer, semble bel et bien dépassée à l’heure de la philosophie de l’*upcycling*, qui tend à s’imposer dans tous les domaines pour contrer l’hyper-consomérisme destructeur.

Le président central de Patrimoine Suisse, Martin Killias, dénonçait tout récemment l’attitude absurdement consumériste des destructions massives auxquelles on assiste présentement en Suisse :

« Le pire, c’est le caractère illusoire, pour ne pas dire mensonger de cette politique. Le débat sur le climat et la diminution de la consommation d’énergie sont systématiquement focalisés sur l’énergie consommée pour l’exploitation d’un bâtiment, soit son chauffage, les appareils domestiques, la lumière, etc. Économiser à ce niveau est sans doute louable, mais la construction d’un bâtiment et la démolition de celui qui se trouvait à sa place coûtent le multiple de la consommation d’énergie de la maison pendant toute sa durée de vie.

Détruire est donc le pire des péchés que l’on puisse imaginer sous l’angle de la consommation d’énergie. Utiliser le plus longtemps possible des maisons, dignes de protection ou tout simplement banales, est donc de loin la meilleure manière d’économiser de l’énergie.

Il est difficile de chiffrer exactement l’énergie dite « grise » que contient une construction existante, car cela varie aussi en fonction des matériaux de construction (béton, pierres naturelles, bois, aluminium, verre, etc.), mais le bilan énergétique restera toujours et incontestablement en faveur de la rénovation plutôt que de la démolition.

À cela s’ajoute que les maisons construites avant 1900 sont très économiques à chauffer. Les murs souvent épais, les fenêtres de dimension modeste et la hauteur raisonnable des pièces permettent de réduire efficacement les frais de chauffage. La raison en est simple : à l’époque de leur construction, couper du bois avant de l’amener vers les villes et villages, le monter aux étages sans ascenseur puis faire fonctionner le poêle coûtaient d’énormes efforts.

C'est le confort de notre ère qui incite au gaspillage. Le comble de l'absurdité est atteint quand les promoteurs envisagent de mettre une vieille ferme en ligne avec ce que l'on appelle les besoins d'aujourd'hui : on propose alors d'augmenter la hauteur des pièces à 260 cm au minimum, d'agrandir la surface des fenêtres et de supprimer des parois intérieures. Bref, quand on fait tout pour que la consommation d'énergie des bâtiments anciens « s'adapte » au niveau des maisons d'aujourd'hui. »

Le terme de tissu urbain est finalement bien inventé pour qualifier la consistance de l'organisme urbain. « La notion de tissu urbain inclut l'idée d'une imbrication et d'une solidité de ses composants ainsi que d'une capacité d'adaptation spatiale et sociale. Il désigne le maillage qui s'établit entre le parcellaire, les bâtiments (emprise du bâti, alignement, hauteur, forme), la voirie, les espaces libres et l'environnement —celui de l'enchevêtrement des ruelles de village ou celui de la régularité des quadrillages d'avenues. » (Définition donnée en France par le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) Et en restant dans cette métaphore tapissière force est de constater que l'héritage urbain de la plupart de nos villes est plus proche du patchwork *crazy* que de la tapisserie équilibrée. Ce tissage ou ce maillage a souvent perdu de sa cohérence au gré des coups de ciseau et des rapiècages qui s'y sont produit. C'est à un travail de bénédictin qu'il faut s'atteler maintenant. Quel fil invisible employer aujourd'hui pour tenter de restituer au tissu une configuration acceptable ?

A l'heure actuelle, même si l'illusion de la Smart City continue d'exciter les investisseurs, malgré sa gourmandise énergétique, c'est vers une pratique de la *tabula scripta* qu'il convient absolument de se tourner en acceptant toutes les ratures et les imperfections de nos villes telles qu'elles sont. L'attribution du Prix Pritzker l'an dernier à Lacaton&Vassal, une agence d'architectes français connue pour avoir réhabilité de nombreux logements des années 1960 (en ne suivant pas l'exemple de Saint-Louis), indique la tendance que l'on devrait prendre en considération comme pour ce qui est de considérer l'entier de l'existant qu'il soit bâti ou naturel (végétal et biodiversité), ce qui nous permettra, tout en économisant nos ressources, de protéger notre patrimoine, nos arbres, nos espaces libres et la qualité de vie que réclame les citadins. Si l'on se projette vers un avenir plus ou moins lointain, s'abstenir d'agir et de bâtir signifie laisser à nos successeurs des possibilités de réaliser l'environnement qui leur semblera le plus adéquat eu égard aux circonstances si volatiles de notre monde.